

Scénarios de croissance pour la Méditerranée en 2030

C. Jolly

Méthodologie et scénarisation de la croissance

Une comptabilité de la croissance fondée sur la force de travail et la productivité

Une comptabilité simple de la croissance fait dépendre la production du niveau des ressources disponibles dans l'économie et de l'état de la technologie ($Y_t = f(P_t, L_t, K_t)$). Le niveau de revenu d'un pays à un moment t est dès lors tributaire de la productivité (P), du niveau d'emploi potentiel défini à partir de la population active tendancielle et du taux de chômage d'équilibre (L) et du stock de capital (K). Le stock de capital peut être considéré comme endogène à l'évolution macro-économique (il évolue en fonction de l'activité) tandis que le rendement moyen du capital est constant sur longue période contrairement à celui du travail. La productivité du travail constitue dès lors une approximation du rythme d'accumulation du capital par tête et de la vitesse de la productivité globale des facteurs. Le niveau d'emploi potentiel découle des évolutions de la structure par âge de la population, de la compétitivité des économies et du fonctionnement du marché du travail ; il est appréhendé ici à travers le taux d'emploi (population employée sur la population en âge de travailler ou sur la population totale). Les projections sont centrées sur la force de travail et la productivité dont la progression conjointe induit le taux de croissance. Ce taux de croissance est appliqué au revenu par habitant de chaque pays évalué en parité de pouvoir d'achat selon les bases de données du FMI (septembre 2010). Les projections ainsi réalisées permettent dès lors de répondre à la question centrale posée de la convergence des revenus dans la région euro-méditerranéenne et de la problématique emploi/chômage.

Les projections de population s'appuient sur le scénario médian des Nations Unies (révision 2008) et sont constantes dans tous les scénarios. La force de travail résulte des évolutions du taux d'emploi (nombre de personnes employées divisée par la population totale) qui sont projetées par pays sur la base des évolutions passées (issues de The Conference Board Total Economy Database : Output, Labor and Labor Productivity Country Details, 1950-2009, January 2010) et fondées jusqu'en 2015 sur les prévisions du FMI. La progression du taux d'emploi tient également compte, pour les pays européens, d'un effet de seuil lié au vieillissement de la population limitant les possibilités de progression de la population active.

Les projections reposent sur un taux de croissance de la productivité dépendant de l'accumulation du capital humain et de la vitesse de diffusion du progrès technique. L'évolution de la productivité du travail (production par personne employée, GDP per person employed) est projetée par pays en fonction des évolutions passées (The Conference Board Total Economy Database : Output, Labor and Labor Productivity Country Details, 1950-2009, January 2010) et jusqu'en 2015 en fonction des prévisions du FMI. Elle tient compte pour les pays qui ont connu une forte croissance de la productivité depuis 1995 d'un effet de seuil lié au ralentissement progressif de la dynamique de rattrapage (en particulier pour les nouveaux Etats membres de l'Union européenne).

Productivité	Albanie	Algérie	Bosnie	Croatie	Chypre	Egypte	Espagne	France	Grèce	Israël	Italie	Jordanie	Macédoine	Malte	Maroc	Portugal	Serbie	Slovénie	Syrie	Tunisie	Turquie
1980-1989	-1,51	-1,55			5,03	2,75	1,88	2,13	-0,35	1,47	1,84	-2,81			0,86	2,16			-1,94	0,78	3,61
1990-1994	-5,75	-5,32			2,88	-0,15	1,60	1,40	0,10	1,11	1,45	-5,30			0,41	2,18			4,06	1,50	1,77
1995-1999	7,48	-1,12		3,20	3,58	3,23	0,68	1,40	2,32	2,06	1,18	-0,54	1,18		-0,99	2,24		4,14	-1,69	2,54	2,29
2000-2004	8,84	0,61	5,40	3,36	0,76	1,16	0,09	0,99	3,29	0,37	-0,03	2,79	2,70		3,09	0,67	6,04	3,02	-0,26	2,39	4,47
2005-2009	5,42	-0,10	0,69	1,68	0,86	3,86	0,91	0,37	1,58	0,38	-0,95	2,30	-0,20	0,74	2,97	0,78	3,97	1,45	0,41	2,61	1,79
2010-2019	2,64	1,52	2,65	1,48	1,86	3,11	1,01	1,02	0,47	1,36	0,45	2,04	1,70	1,05	3,17	0,92	3,70	1,82	2,34	3,02	2,84
2020-2029	3,04	1,53	3,24	1,70	2,01	3,06	1,01	1,21	1,50	1,32	1,00	2,04	2,03	1,51	3,04	1,50	3,53	1,91	2,04	2,52	3,04

Source : The Conference Board Total Economy Database (2010), *Output, Labor and Labor Productivity Country Details, 1950-2009*, janvier¹

¹ The Total Economy Database was developed by the [Groningen Growth and Development Centre](http://www.growthanddevelopmentcentre.nl) (University of Groningen, The Netherlands)

Trois scénarios par écart au compte tendanciel

A partir d'un compte central, prolongeant à 2030 les évolutions tendanciennes et les prévisions du FMI à 2015, trois scénarios ont été élaborés par écart à ces projections : un scénario de crise de la Méditerranée continentale ; un scénario de désinflation compétitive conduisant à accentuer les divergences ; un scénario de convergence régionale euro-méditerranéenne.

Dans le scénario de référence, la productivité de l'Europe des 15 demeure faible (inférieure ou égale à 1,5%) poursuivant les tendances passées (aux alentours de 1% de gains de productivité en moyenne sur 1995-2009) tandis que celle des pays en rattrapage, européens (nouveaux adhérents et Balkans) et méditerranéens, progresse plus fortement (de 2 à plus de 3% de gains de productivité) traduisant la modernisation de l'appareil productif et l'adaptation du capital humain. Une substitution capital/travail s'opère dans les pays en rattrapage qui n'est pas favorable à l'emploi, tandis que la faible productivité des pays européens « historiques » déprime à long terme la croissance et l'emploi. Par conséquent, les taux d'emploi progressent partout faiblement.

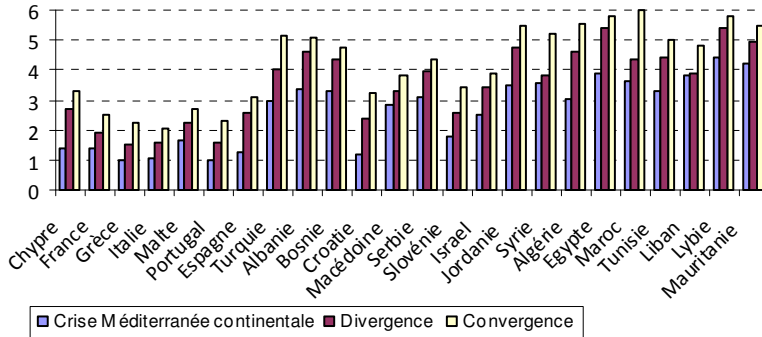
Dans le scénario de crise de la Méditerranée continentale, les effets de la crise sont durables pour les pays de l'Europe latine, les gains de productivité et la progression des taux d'emploi sont plus faibles que dans le scénario de référence pour l'ensemble des pays méditerranéens, alors qu'ils sont relativement stables pour l'Europe du Nord et de l'Est. Les pays du sud de l'Europe sont victimes d'un effet d'hystérèse de la crise, déqualifiant la main d'œuvre avec une perte définitive de capital humain qui se traduit par une stagnation voire un recul du taux d'emploi. Les pays du Maghreb subissent plus fortement que ceux du Machrek et de l'Adriatique les effets de la crise de la Méditerranée continentale et d'une instabilité qui s'installe. Ils voient leur taux d'emploi progresser plus faiblement qu'en tendance.

Dans le scénario de désinflation compétitive, la concurrence internationale incline les pays à peser à la baisse sur les coûts internes, par une politique monétaire restrictive et une modération salariale, pour restaurer leur compétitivité. La productivité augmente plus fortement dans les pays d'Europe très fortement touchés par la crise financière (Grèce, Italie, Portugal, Espagne), elle se maintient à sa tendance dans le reste de l'Europe, les pays de l'Adriatique et ceux du sud et de l'est de la Méditerranée. Si les taux d'emploi progressent du fait du développement de l'activité au sud, en raison de l'allongement de la durée d'activité en Europe (réforme des retraites), ils restent faibles du fait de la course à la compétitivité, la productivité se traduisant par une forte substitution capital/travail. Les taux de chômage se maintiennent à un niveau élevé dans la Méditerranée non européenne. En Europe du Sud, le recul (Italie, Espagne) ou la faible progression (France) de la population active ne suffit pas à enrayer les taux de chômage qui restent plus élevés que dans le reste de l'Europe.

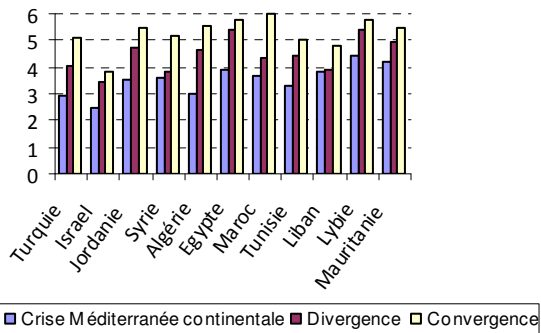
Dans le scénario de convergence euro-méditerranéenne, la productivité du travail et les taux d'emploi progressent de manière concomitante. Le rattrapage de la productivité est plus prononcé pour les pays méditerranéens dont le revenu par habitant est le plus faible. Cette croissance inégalée de la productivité s'accompagne d'une hausse de l'activité qui se répercute sur une augmentation de l'emploi, dans la mesure où la croissance induite est assise davantage sur la demande intérieure.

Au total, le revenu des pays méditerranéens progresse plus fortement dans le scénario de désinflation compétitive que celui des pays de l'Europe du Nord et de l'Est (cf. graphiques ci-dessous). Alors que la Méditerranée arabe, les Balkans et la Turquie deviennent une plate-forme low cost pour l'Europe latine qui bénéficie de sa proximité géographique, de la densité de ses échanges commerciaux et humains, les pays d'Europe de l'Est les plus éloignés des rivages méditerranéens souffrent de cette concurrence. Inversement le scénario de crise de l'Europe latine désavantage fortement la Méditerranée dans son ensemble. Le scénario de convergence euro-méditerranéenne voit le revenu des pays méditerranéens non adhérents à l'Union progresser plus fortement, tandis que l'Europe latine est avantagée par ce rééquilibrage du centre de gravité de l'Europe à l'égard de son Sud.

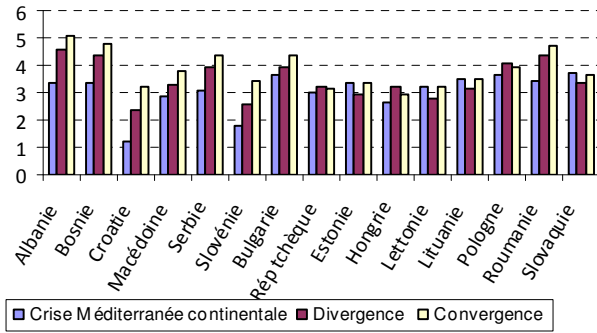
Croissance du PIB en Méditerranée dans les trois scénarios, en %



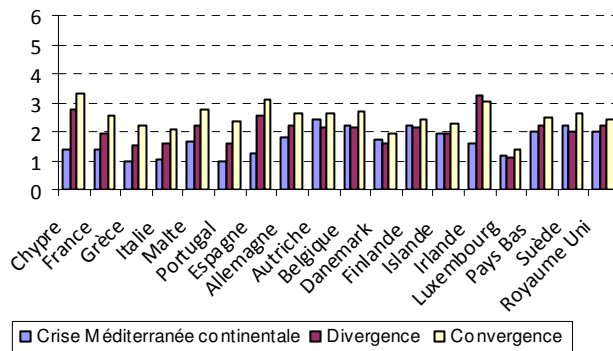
Croissance du PIB dans les pays sud et est méditerranéens, en %



Croissance du PIB dans les Balkans et en Europe de l'Est dans les trois scénarios, en %



Croissance du PIB dans l'UE-15 dans les trois scénarios, en %

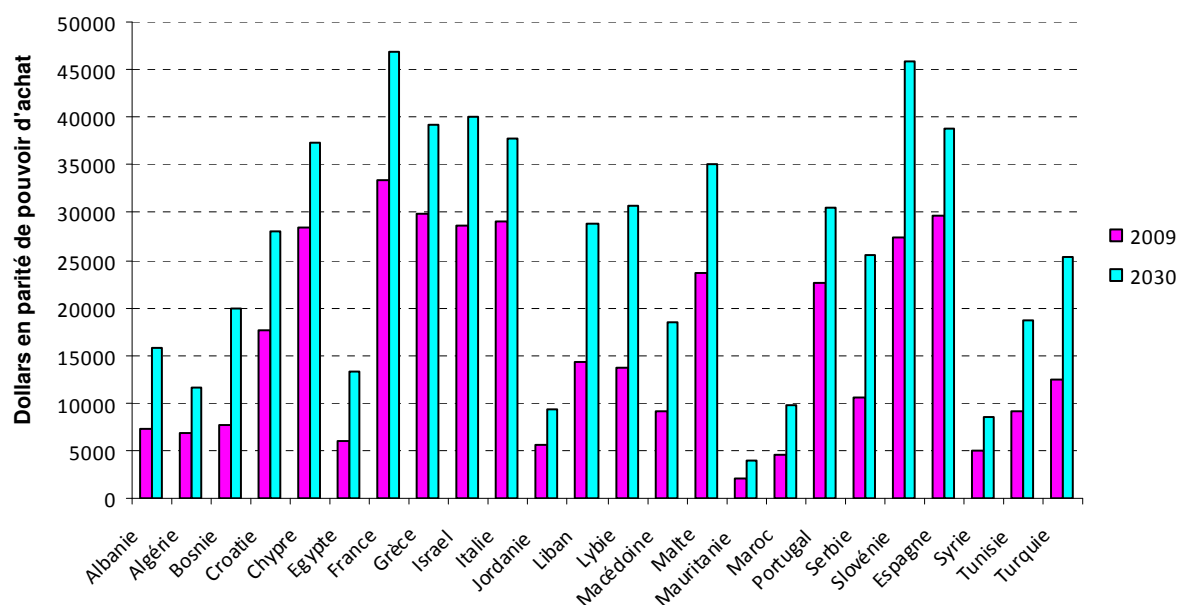


Trois visions d'un futur possible

La poursuite des tendances passées

La poursuite des tendances actuelles (taux de croissance en Europe inférieurs à 2% par an, avoisinant les 3-4% au sud et à l'est de la Méditerranée et dans les Balkans) n'est pas favorable à une convergence méditerranéenne. En 2030, elle maintient les écarts de revenu entre pays, sans rattrapage. La convergence des revenus est limitée aux nouveaux Etats membres de l'Union qui atteignent des niveaux comparables à ceux de l'UE-15. Le PIB par habitant de la Turquie et de la Serbie reste inférieur de moitié à celui de la France et équivaut aux deux tiers de celui du Portugal. Les spécialisations des pays sud et est méditerranéens restent cantonnées dans des produits de gamme inférieure à faible contenu technologique, avec un ralentissement rural qui n'est pas compensé par la création de nouvelles activités. Elle accroît les pressions environnementales (les émissions de CO₂ des pays sud et est méditerranéens équivalent en 2030 à celles, stabilisées, des pays de l'Europe latine) ; elle ne résout pas la question de l'emploi au Nord, où la limitation des flux migratoires conjuguée à la baisse de la population active limitent le potentiel de croissance, comme au Sud où la faible dynamique d'emploi maintient plus de la moitié de la population dans l'inactivité et des taux de chômage avoisinant les 10%, le marché informel jouant le rôle de variable d'ajustement. Les Balkans sont confrontés aux mêmes difficultés (taux d'inactivité légèrement supérieurs à 50% et taux de chômage à peine inférieurs à 10%), avec l'apparition concomitante de pénuries de main d'œuvre locales et sectorielles. Dans ce contexte, la pression migratoire reste forte, alimentée essentiellement par le différentiel de revenu, tandis que les politiques migratoires restrictives se renforcent au Nord comme au Sud et affectent les travailleurs peu qualifiés mais aussi qualifiés.

Compte central, prolongation des tendances passées et des prévisions FMI à 2015
PIB par habitant (dollars, parité de pouvoir d'achat), 2009-2030



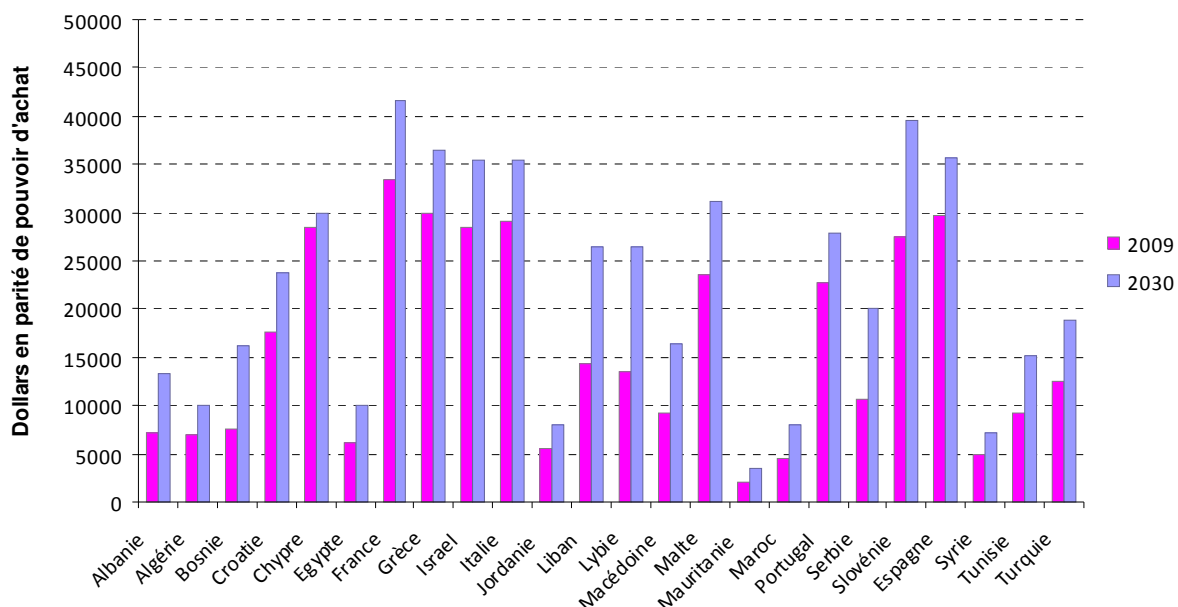
Le scénario de crise de la Méditerranée continentale : marginalisation et convergence par le bas

La crise de 2008 pourrait contribuer à assombrir davantage ce tableau. Les pays de l'Europe du Sud sont aujourd'hui les plus fragilisés par la crise. Ils sont confrontés à une dynamique de la dette publique très défavorable, l'augmentation de l'endettement entraînant une hausse des primes de risque, qui alourdit la charge d'intérêt tout en obérant la croissance. L'assainissement des finances publiques (baisse des transferts publics et alourdissement de la charge fiscale) pourrait peser encore davantage sur la croissance de la demande et entraver durablement la reprise, avec une progression du revenu en niveau et en tendance plus faible que par le passé. Le décrochage de l'Europe du Sud pourrait induire une divergence avec le reste de l'Europe qui resterait arrimée à la croissance des émergents. L'Allemagne dépasserait la France en revenu par tête, le PIB par habitant de l'Estonie serait supérieur à celui de l'Espagne.

Les pays latins sont également les nations européennes dont les échanges croisés euro-méditerranéens sont les plus dynamiques, la géographie des échanges restant fortement marquée par la proximité, de même que les flux migratoires. Un ralentissement durable de ces économies, handicapées par les changes fixes et sans solidarité de la zone euro, conduirait à un retrait de leurs échanges et de leurs investissements dans les pays voisins de l'Adriatique et du sud de la Méditerranée. Dans ce contexte, l'intégration institutionnelle euro-méditerranéenne reste limitée et les élargissements prévus repoussés sine die. L'UpM dans ce cadre est en mal de projets, la libéralisation des services se trouve entravée par les craintes de dumping social tandis que les marchés agricoles continuent d'être gouvernés par les quotas. L'affaiblissement économique de la Méditerranée continentale s'accompagne d'une diminution de son pouvoir politique défavorable à l'arrimage de l'Europe à ses flancs sud et est. Cette atonie de la croissance de l'Europe latine pourrait conduire à une marginalisation globale de l'espace méditerranéen du fait d'une interdépendance des économies (les Balkans, la Turquie et le Maghreb commerçant essentiellement avec l'Europe). Plus vraisemblablement, elle induirait aussi, dans les économies du sud de la Méditerranée et des Balkans, des transferts de capitaux originaires de l'Europe du Nord, du Golfe et des pays émergents (ainsi qu'un détournement du commerce vers ces pays) qui trouveraient à s'investir dans une zone à faible coût et à fort rendement.

Une forme de convergence méditerranéenne par le bas s'opérerait ainsi, l'ensemble des pays en rattrapage avec l'Europe s'approchant des niveaux de revenu de la Méditerranée européenne (le revenu par habitant de la Turquie et de la Serbie atteignant 80% de celui du Portugal en 2030), mais au prix d'une divergence européenne forte. Les effets d'hystérèses de la crise sont concentrés sur l'Europe latine qui connaît un décrochage durable de sa croissance et une faiblesse persistante de ses gains de productivité. En revanche, l'Europe du Nord et de l'Est retrouve le sentier de croissance antérieur à la crise. Certains pays méditerranéens bénéficient d'un afflux d'investissement et de la délocalisation mais fondés essentiellement sur un différentiel de coût de main d'œuvre. Le progrès technique et les remontées de filières y restent faibles, l'activité stagne et l'emploi reste majoritairement informel.

**Scénario « crise de la Méditerranée continentale »
PIB par habitant (dollars, parité de pouvoir d'achat), 2009-2030**



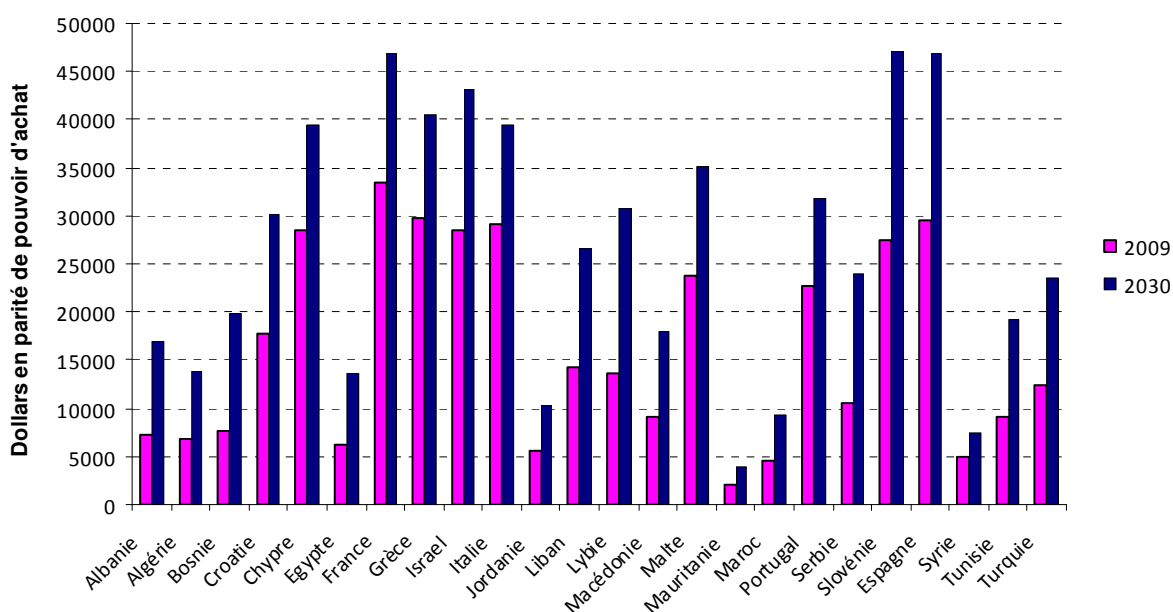
Le scénario de la divergence : désinflation compétitive et insertion disparate dans l'économie mondiale

Car au-delà de la marginalisation, c'est bien la divergence qui menace la Méditerranée. Le basculement de la dynamique de l'économie mondiale pourrait jouer en ce sens avec des gagnants et des perdants au niveau national et régional. La croissance, tirée par celle des pays émergents, renforcerait la compétitivité au détriment du pouvoir d'achat et de la demande intérieure. Les spécialisations industrielles des Balkans et du sud de la Méditerranée s'approcheraient de celles des

pays d'Europe de l'Est, ces économies devenant la nouvelle plate-forme *low cost* de l'Europe communautaire et place avancée de la pénétration du marché communautaire pour les émergents. Cette dynamique de la croissance mondiale plus qu'euro-méditerranéenne avantagerait les économies les plus compétitives qui ont déjà connu un phénomène de rattrapage : la Croatie, la Serbie et la Turquie, dans une moindre mesure la Tunisie et les autres pays balkaniques, s'approcherait du revenu par habitant du Portugal et creuserait l'écart avec les autres pays du Maghreb (Algérie, Egypte) et du Proche-Orient (Liban, Jordanie) bénéficiant d'une moindre dynamique de croissance. En Europe, le potentiel de croissance de la Grèce et du Portugal serait également affaibli par des difficultés de balance des paiements et les déficits publics, accroissant des divergences non seulement intra-méditerranéennes mais également intra-européennes. Le processus euro-méditerranéen progresserait en termes de libéralisation agricole mais ne serait pas assorti de contreparties en termes de transferts, accentuant l'exode rural au Sud et la concentration agricole au Nord. La libéralisation des services se limiterait à certaines prestations de services sans aller jusqu'à la liberté d'établissement, renforçant dès lors une sélectivité de la main d'œuvre en fonction des niveaux de qualification.

Dans ce contexte, outre les pressions environnementales liées à la croissance économique et de revenu, la mer Méditerranée accentue sa place de transit de l'économie-monde, avec des impacts plus aigus en termes de pollution, de perte de biodiversité et d'artificialisation des côtes. Un tel scénario contribue à accroître fortement la dualisation des économies et des territoires (marginalisation des intérieurs, développement littoral), le développement des filières d'exportation en matière industrielle et agricole se faisant au détriment des productions à destination des marchés intérieurs. Les taux d'activité et d'emploi s'élevaient mais très inégalement dans l'ensemble de la Méditerranée : les taux de chômage décroissent mais restent élevés au sud et à l'est de la Méditerranée et dans les Balkans occidentaux (entre 9 et 10%), l'Europe parvient à compenser partiellement ses pertes d'activité par une migration facilitée essentiellement pour les travailleurs qualifiés (carte bleue européenne) mais au prix d'un allongement sensible de la durée d'activité. La dualité des marchés du travail reste forte au Nord comme au Sud, accroissant les inégalités entre une élite mondialisée bien insérée dans les échanges mondiaux et des travailleurs peu qualifiés soumis à une flexibilité accrue au Nord, à des conditions de travail et de rémunération dégradées au Sud. En matière énergétique, les progrès dans l'utilisation des ressources renouvelables sont compensés par une hausse de la demande conduisant à une croissance des émissions de gaz à effet de serre, aussi prononcée globalement que dans le scénario tendanciel, avec des différences nationales plus marquées. Le déclin euro-méditerranéen de l'agriculture s'accompagne d'une forte pénétration des fournisseurs du reste du monde (viande, céréales), tandis que les productions strictement « méditerranéennes » (fruits et légumes, huile d'olive, vin) qui n'ont pas été labellisées sont fortement concurrencées par des provenances lointaines (Chili, Australie, Brésil, Chine).

Scénario « divergences méditerranéennes »
PIB par habitant (dollars, parité de pouvoir d'achat), 2009-2030



Le scénario de la convergence euro-méditerranéenne : une croissance soutenue et soutenable appuyée par une action politique volontariste

Entre la divergence et la marginalisation, la Méditerranée peut connaître un autre destin, sous réserve d'une action politique volontariste et partagée par l'ensemble de ses riverains et sous les auspices d'une multipolarité dans les régulations internationales. Une croissance globalement plus forte et plus riche en emploi nécessite de valoriser les complémentarités euro-méditerranéennes, d'étendre à l'ensemble de la Méditerranée certaines modalités de redistribution et de protection et de renforcer la compétitivité. Un tel scénario supposerait un cadre institutionnel renforcé où la perspective d'adhésion à l'Union ou au marché intérieur accélérerait l'harmonisation des normes, comme l'ont montré les exemples de la Croatie ou de la Turquie, comme celui des nouveaux Etats membres. Dans un système régionalement intégré (établissement au niveau régional des quatre libertés mises en place dans l'Union européenne, accès au marché intérieur européen et harmonisation des normes autorisant un système de préférence régionale), accompagné de certaines coopérations renforcées ouvertes aux pays sud et est méditerranéens, les ressorts internes de la croissance pourraient permettre un accroissement de la productivité et de l'emploi dans tous les pays.

Ce scénario profondément coopératif permet à l'ensemble de la zone méditerranéenne de bénéficier de gains de productivité globale des facteurs et de soutenir sa compétitivité à un coût social bien plus faible que dans le scénario de désinflation compétitive. Un club de convergence régionale se met alors en place. Les taux d'activité des pays sud et est méditerranéens et des pays adriatiques se rapprochent fortement de ceux de l'Europe où la migration est venue pallier les pénuries de main d'œuvre et alimenter les marchés de consommation. Le rattrapage de productivité est permis par une diffusion technologique par imitation facilitée par les transferts de savoirs-faires et de capitaux. Une croissance plus équitable en termes de redistribution des richesses permet au sud et à l'est de la Méditerranée et aux Balkans le développement d'une demande intérieure dont bénéficient l'Europe latine, et avec elle, bien que dans une moindre mesure, l'ensemble de l'Europe. Cette dynamique accroît fortement le commerce sous-régional offrant désormais des opportunités de marchés émergents et profonds. Les pays de l'Adriatique, emmenés par la Croatie et la Serbie, tirent la Bosnie, la Macédoine et l'Albanie dans une reconstitution « élargie » de la « yougosphère ». Le commerce intra-régional au Proche-Orient et au Maghreb se développe d'autant plus fortement qu'aux relations plus approfondies avec les voisins méditerranéens et européens viennent s'ajouter les échanges croisés avec le Golfe. La Turquie devient une interface indispensable et une plaque tournante du commerce euro-méditerranéen.

Tous les pays de la région (à l'exception de la Mauritanie) atteignent alors des revenus par tête supérieurs à 10000 \$ en 2030. Les taux d'activité des pays sud et est méditerranéens et des Balkans se rapprochent fortement de ceux de l'Europe où la migration est venue pallier les pénuries de main d'œuvre et alimenter les marchés de consommation. La Slovénie atteint les niveaux de revenu de l'Espagne en 2030, la Croatie frôle ceux du Portugal. L'Égypte et le Maroc triplent leur PIB par tête et prennent le train de la convergence. La Turquie et les Serbie dépassent les 25000 \$ par habitant.

**Scénario « convergence régionale »
PIB par habitant (dollars, parité de pouvoir d'achat), 2009-2030**

